

Proche-Orient

Le prix de la paix



Photo: AFP/SAIF DAHLAH

De jeunes Palestiniens lancent des pierres à des militaires israéliens lors de récents accrochages dans un camp de réfugiés près de Jénine.

À quelques jours de la conférence internationale d'Annapolis, qui tentera de relancer le processus de paix au Proche-Orient, des économistes réputés, réunis par l'Université Paul Cézanne, d'Aix, en France, tentent de trouver un cadre économique de règlement du conflit israélo-palestinien.

Ce groupe, appelé Groupe d'Aix, des experts de la Banque mondiale, du FMI, des économistes israéliens et palestiniens qui ont participé au processus d'Oslo, et au protocole de Paris qui a suivi.

Du côté israélien, on retrouve notamment le Dr Ron Pundak, qui dirige le Centre Shimon Peres pour la paix, ainsi que des gens du ministère des Affaires étrangères. Du côté palestinien, on retrouvait des gens des ministères du Plan et de l'Économie. Tous agissaient à titre personnel, explique le professeur Gilbert Benhayoun, de l'Université Paul Cézanne, à l'origine de l'initiative.

Sans prendre position pour une solution en particulier, ces économistes sont partis des paramètres qui avaient été avancés par le président américain Bill Clinton, en 2000, afin de présenter divers scénarios chiffrés pour le règlement du problème des réfugiés.

Selon ces propositions, les réfugiés palestiniens pourraient être réinstallés dans le futur État palestinien, ou dans d'autres pays, y compris Israël. Le scénario le plus conservateur envisagé parle du retour en Israël de quelque 40 000 réfugiés palestiniens, soit environ 1 % du total. « L'idée générale, c'est qu'il faut qu'à la fin de la négociation, il n'y ait plus de réfugiés, que chacun ait un statut de citoyen », explique M. Benhayoun.

Indemnisations

De plus, les économistes estiment que tous les réfugiés palestiniens devraient être indemnisés, par exemple ceux qui ont perdu des propriétés.

Leur calcul des coûts de la réinstallation atteint des sommes importantes, compte tenu du fait qu'il y a plus de 4 millions de réfugiés palestiniens. On parle d'une fourchette s'étalant entre 55 et 80 milliards de dollars.

M. Benhayoun admet que le montant peut paraître astronomique, mais précise que l'opération doit s'échelonner sur une dizaine d'années. Il ajoute que, par exemple, comparativement aux budgets que les États-Unis accordent à la guerre en Irak, « on s'aperçoit très vite que les ordres de grandeur sont tout à fait raisonnables ».

Leurs propositions ont été présentées vendredi aux gouvernements israéliens et palestiniens ainsi qu'aux diplomates à Jérusalem.

© Société Radio-Canada. Tous droits réservés.